



Communiqué de presse FSU

## Le refus de répondre aux exigences du mouvement social

Tel un habile joueur de bonneteau le Président de la République, lors de sa longue intervention télévisée du 5 février, a multiplié les effets d'annonce pour donner le sentiment qu'il voulait faire bouger les lignes : en réalité il a tout fait pour esquiver ses propres responsabilités et les principales attentes et revendications portées par le mouvement social.

Bien plus, il a répondu par la négative à l'exigence d'abandon des suppressions de postes dans la fonction publique, d'augmentation du SMIC et de négociations sur les salaires ou de retrait du projet de statut des enseignants chercheurs. Il a écarté tout changement de politique en matière d'emploi, maintenant notamment son choix de développement des heures supplémentaires. Et il a exclu implicitement les fonctionnaires de toute perspective de progression de leur pouvoir d'achat. Sur ce sujet, il émet des souhaits vers les entreprises privées alors qu'il refuse un changement d'orientation pour l'Etat employeur ! S'agissant des enseignants, tout en déplorant leur « paupérisation », il n'a laissé entrevoir pour 2010 qu'une revalorisation des débuts de carrière.

Répétant à l'envi sa volonté de « dire la vérité aux français », il a en fait souvent caricaturé la réalité et les revendications, en affirmant par exemple que l'emploi public nuisait à l'emploi privé, en ne considérant les services publics que comme des coûts et non des investissements, ou en multipliant les contre vérités sur l'enseignement supérieur et la recherche. De façon extraordinaire il n'a pas dit mot du puissant mouvement en Guadeloupe et en Martinique et de ses revendications.

L'annonce de la suppression en 2010 de la taxe professionnelle, qui contribue pour plus du tiers au financement des collectivités territoriales, se fait sans que soit avancée de solution de rechange, laissant craindre que ce financement soit renvoyé sur l'impôt local. Nous sommes très loin de ce qu'implique la situation et exigent les salariés. Cela nécessite de maintenir la pression dans tous les secteurs et de mettre en perspective une nouvelle journée d'action interprofessionnelle autour de la plate-forme commune du 29 janvier. Cela implique également d'assurer le plein succès de la journée de mobilisation de l'Université et de la recherche le 10 février.

Les Lilas, le 6 février 2009

# SNASUB - FSU

SYNDICAT NATIONAL  
DE L'ADMINISTRATION  
SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE  
ET DES BIBLIOTHÈQUES

